Le navire iranien de Trump coule, Israël prépare l'impensable | Anthony Aguilar et Ray McGovern

Le lieutenant-colonel Anthony Aguilar et l'ancien analyste de la CIA Ray McGovern révèlent la vérité sur les élections de mi-mandat et les implications géopolitiques d'un Trump défait et d'un Israël qui se dirige à toute vitesse vers une escalade impensable avec l'Iran. Quelque chose de majeur se prépare, et ce n'est que le début. Abonnez-vous pour davantage d'analyses géopolitiques approfondies ! Partagez vos réflexions dans les commentaires ci-dessous ! Soutenez la chaîne : Patreon : https://www.patreon.com/dannyhaiphong ABONNEZ-VOUS SUR RUMBLE : Rumble : https://rumble.com/c/DannyHaiphong Suivez-moi sur les réseaux sociaux : Twitter : https://twitter.com/DannyHaiphong Telegram : https://t.me/DannyHaiphong Soutenez la chaîne autrement : https://www.buymeacoffee.com/dannyhaiphong Substack : chroniclesofhaiphong.substack.com Cashapp : $Dhaiphong Venmo : @dannyH2020 Paypal : https://paypal.me/spiritofho #iranwar #nuclearwar #trump

#Danny

Bienvenue à tous, nous voici de retour dans l'émission. Comme vous le voyez, je suis accompagné de l'ancien lieutenant-colonel Anthony Aguilar et de l'ancien analyste de la CIA Ray McGovern pour faire le point sur les derniers développements. Eh bien, commençons, messieurs. Voici ce qu'a déclaré aujourd'hui J. D. Vance, après une vague bleue aux élections de mi-mandat, une défaite majeure pour Trump. Le navire de la guerre en Iran est bel et bien en train de couler. Et J. D. Vance a cité la guerre en Iran comme la raison de la lourde défaite des républicains aux élections de mi-mandat. Les sondages à l'approche du scrutin étaient tellement clairs : énormément d'électeurs ont changé leur intention de vote. Même ceux qui ne comptaient pas voter démocrate l'ont fait. C'était un enjeu crucial pour l'ensemble des électeurs. Pourtant, Trump continue de parler aux médias d'une action de grande envergure contre l'Iran. Voici ce qu'il a déclaré aujourd'hui sur Fox News.

#Donald Trump

Qu'est-ce que vous en dites ? Je veux dire, en peu de temps. Maintenant, ça dépend aussi de l'Iran parce que, vous savez, nous devons faire quelque chose de grande ampleur. Si nous faisons quelque chose que certains aimeraient beaucoup me voir faire… Vous savez, certains aimeraient beaucoup faire ça. J'écoute Jack Keane et d'autres personnes dans vos différentes émissions, et beaucoup de gens voudraient frapper fort. Beaucoup de gens, oui.

#Danny

Donc, il continue de laisser entendre qu'une frappe contre l'Iran est possible malgré ce vote. Israël semble lui aussi se préparer à poursuivre la guerre. Il a averti hier les responsables des services de renseignement américains et arabes que l'Iran envisageait d'utiliser des armes chimiques, ce qui est quand même un comble, puisque Israël adore utiliser du phosphore blanc et d'autres agents chimiques dans ses opérations militaires et dans son génocide à Gaza et en Palestine. Selon Channel 14, Netanyahou réunit aujourd'hui son cabinet en urgence, dans les heures qui suivent les résultats définitifs des élections de mi-mandat. Je crois que ces résultats sont déjà tombés, mais que la réunion du cabinet n'a pas encore eu lieu. Alors, Tony, si je commençais par vous ? Que pensez-vous de ces développements ? Quel impact les élections de mi-mandat auront-elles sur cette guerre, si tant est qu'elles en aient un ? Vous attendez-vous toujours à une reprise des opérations militaires de grande ampleur ?

#Anthony Aguilar

Eh bien, je pense toujours que ça va reprendre bientôt, parce que le nouveau Congrès que nous avons élu, le cent vingtième Congrès, ne se réunira pas avant le trois janvier deux mille vingt-sept. Malgré les victoires écrasantes des démocrates à travers les États-Unis, qui ont fait basculer des États et remporté des États traditionnellement démocrates avec des écarts parmi les plus importants qu'on ait jamais vus, vous savez, ils ne prendront le contrôle de la Chambre des représentants et du Sénat que le trois janvier. Donc, d'ici là, tout est évidemment possible en matière d'escalade, et je pense que c'est très probable.

Et quand on regarde Israël, je pense qu'avec le soutien apporté par Donald Trump à Netanyahou dans les jours précédant les élections israéliennes du vingt-sept octobre, une sorte d'accord a été négocié entre Netanyahou et Trump pour attendre la fin des élections de mi-mandat aux États-Unis avant, soit de mener une action ensemble, soit qu'Israël agisse seul dans un premier temps, ce qui entraînerait ensuite l'intervention des États-Unis. Un peu comme on l'a vu avec Midnight Hammer, un peu comme on l'a vu au début du conflit dans lequel nous nous trouvons aujourd'hui. Donc, maintenant que les élections de mi-mandat aux États-Unis sont terminées, je pense qu'on va voir Israël soit agir seul dans…

#Anthony Aguilar

Vous savez, dans une opération d'un genre ou d'un autre qui finira par impliquer les États-Unis, parce que ce sera inévitable, ou alors les États-Unis s'y joindront après coup, selon ce que fera Israël. Et, vous savez, je pense que c'est inévitable. Je pense qu'à ce stade, ça va se produire. Maintenant, nous avons entendu le président dire que quelque chose de majeur se prépare. Et ça m' inquiète parfois, à cause des gens qui ont l'oreille du président. Il a même mentionné, vous savez, le général à la retraite Jack Keane. Le général à la retraite Jack Keane n'est rien d'autre qu'un suprémaciste blanc, un raciste, un va-t-en-guerre belliciste. Je n'ai aucun respect pour lui.

Si c’est le genre de personne qui a l’oreille du président, il y a de quoi s’inquiéter. C’est aussi l’un de ceux qui ont voulu qu’on entre en guerre dans chacun des conflits auxquels nous avons participé. Et il est regrettable que ce genre de personnes aient l’oreille du président. Maintenant, sur le plan politique, on peut voir les choses de deux façons. Soit c’est un contrepoids au pouvoir du président. De toute évidence, cette élection était un référendum sur le Parti républicain sous la direction de Donald Trump. Et je suis d’accord avec J. D. Vance sur un point : cette guerre a pesé dans le résultat. Mais il n’y a pas que cette guerre. Cette guerre n’est qu’un aspect du rejet global de ce président.

Et nous examinons d’autres questions qui sont évidemment liées à cette guerre avec l’Iran. Mais cette guerre montre clairement l’incapacité de cette administration — pas seulement du président, mais aussi de ses ministres et de son cabinet — à comprendre la situation géopolitique, sa méconnaissance de la conduite de la guerre et son manque de respect pour les procédures constitutionnelles de notre pays qui font intervenir le Congrès. Aujourd’hui, nous nous retrouvons dans une situation où, vous savez, cette guerre n’a jamais été financée par le Congrès. Le problème, malheureusement, c’est que certains peuvent se dire : « Bon, en janvier, ou peut-être même d’ici janvier, le Congrès cessera de financer cette guerre. »

Eh bien, le Congrès n’a jamais financé cette guerre. Comme on l’a vu, le Congrès n’a jamais déclaré la guerre. Il n’existe donc aucune ligne de financement ni aucun crédit budgétaire pour cette guerre. Jusqu’à présent, toute cette guerre — les cinq cents milliards de dollars qui ont été dépensés — a été financée sur des crédits déjà alloués. Cela veut dire qu’il faudra régulariser tout ça, soit par une procédure de réconciliation budgétaire, soit en augmentant les crédits du département de la Guerre, qui dispose déjà d’un budget de mille cinq cents milliards de dollars. Pour bien expliquer ça, imaginons que je donne vingt dollars à mon fils, avec une liste très précise de choses à acheter chez Walmart : « Tu n’achètes rien de moins. Tu n’achètes rien de plus. »

« Tiens-toi exactement à cette liste. J’ai tout calculé au dollar près, en incluant la taxe sur les ventes et celle de l’État. Tu auras exactement ce qu’il faut, au centime près, pour acheter précisément ce qui figure sur cette liste. » Et mon fils va au magasin. Une fois sur place, il regarde la liste, il achète quelques articles, mais ensuite il se dit : « Ah, tiens, je veux des bonbons », ou : « Je veux un jouet. » Alors il achète ça, il rentre à la maison et il me dit : « Regarde, j’ai acheté tout ça. » Mais il n’a pas pris certains produits essentiels, comme, je ne sais pas, du lait infantile, des couches ou d’autres choses dont on avait besoin. Et donc, en tant que parent, je me retrouve dans une situation où mon fils — l’un de mes ministres, si on transpose ça au gouvernement — a pris l’argent que j’avais alloué.

J'avais prévu cet argent dans un budget pour les produits de première nécessité du foyer, et j'avais chargé mon mandataire, mon enfant, d'aller les acheter au magasin. Il est revenu sans avoir acheté ce que je lui avais demandé. Mais en plus, il avait dépensé l'argent. L'argent est dépensé, mais je n'ai toujours pas les produits essentiels. Alors maintenant, je me retrouve à me dire : si je ne puise pas dans mes économies, ou si je ne prends pas sur d'autres postes de dépenses pour payer ces

produits essentiels, eh bien, je ne peux pas subvenir aux besoins de base du foyer. En politique, les démocrates ou les républicains… Ce ne sont pas toujours les républicains, ce sont parfois les démocrates. Obama l'a fait aussi : on a dépensé les crédits alloués pour des choses qui n'étaient pas prévues au budget. Alors maintenant, le Congrès, vous avez un choix à faire.

Soit vous nous allouez ces fonds pour le prochain exercice budgétaire, soit nous nous en passons et nous ne finançons pas ces dépenses. Et ce qu'on a vu le département de la Défense faire, en temps normal, en tant que composante du pouvoir exécutif, c'est dire : « Ah, eh bien, désolés, nous avons dépensé beaucoup plus d'argent pour ces armes ou pour ces programmes de recherche et développement d'armements, et il ne nous reste plus assez d'argent pour payer le logement, les prestations des soldats et tout le reste. Donc, soit vous nous allouez davantage d'argent, soit nous ne payons pas ces dépenses. Et vous, le gouvernement en place, vous passerez alors pour le parti qui se moque des soldats et des troupes. » On a vu ça se produire maintes et maintes fois. Voilà donc la situation dans laquelle nous nous engageons aujourd'hui.

Et je tiens à le rappeler à tout le monde : ce conflit n'a jamais été financé par le Congrès. Il est financé par des fonds qu'il faudra régulariser. Et c'est à cela que nous allons être confrontés quand le nouveau Congrès entrera en fonction, le trois janvier, le cent vingtième Congrès des États-Unis. Il devra s'occuper du budget de l'exercice deux mille vingt-huit, qui débutera en octobre deux mille vingt-sept. Dès son entrée en fonction en janvier, il devra commencer à y travailler. Alors, ce Congrès aura-t-il le courage de tenir tête au pouvoir exécutif et de lui dire : « Non, nous ne régulariserons pas ces fonds. Cet argent que vous avez dépensé en allant directement à l'encontre du Congrès et de la volonté des citoyens, telle qu'elle s'est exprimée lors de cette élection, vous allez devoir le prendre sur le budget qui vous a été alloué » ?

« On ne va pas se réconcilier et, en plus, vous accorder davantage de fonds. » Ce Congrès aura-t-il le courage de le faire ? Sinon, on ne fait vraiment que continuer à récompenser ceux qui posent problème, peut-être pas dans les discours, mais dans les actes. Alors, ce que je crains maintenant, dans cette période bien précise entre aujourd'hui et le trois janvier — donc deux mois —, c'est ce que Trump va faire pour tenter de tirer quelque chose de ce conflit, dans la perspective de l'avenir du Parti républicain à l'approche de deux mille vingt-huit. Et Donald Trump doit gagner. Or, gagner est impossible. Alors, que va faire Donald Trump pour donner l'impression d'avoir gagné ? Sa façon à lui de lâcher le micro : partir en disant « On a gagné, point final » ? Parce que poursuivre la guerre telle qu'elle se déroule aujourd'hui, est-ce que ça va marcher ?

Est-ce que l'Iran va capituler ? Non. Est-ce que les États-Unis vont capituler et accorder à l'Iran tout ce qu'il veut dans cette affaire ? Non. Alors, où va-t-on à partir de là ? Je pense qu'on se dirige vers une escalade majeure, avec l'utilisation d'armes de destruction massive, notamment la bombe massive à explosion aérienne, la bombe massive anti-bunker, et des bombardements aériens. Et c' est assez ironique. Tu disais au début, Danny, qu'Israël cherchait maintenant, tu vois, à agiter la

question des armes chimiques pour faire diversion, alors qu'Israël est probablement le pays qui a le plus enfreint les règles sur l'utilisation des armes chimiques dans l'histoire moderne de la guerre, avec l'emploi de phosphore blanc et d'autres types d'armes chimiques.

Et rien n'indique que l'Iran possède ces armes, ni qu'il compte les utiliser. Et, vous savez, c'est encore une fois le même discours que Netanyahou tient depuis mille neuf cent quatre-vingt-quatorze : l'Iran serait à deux semaines de fabriquer une bombe nucléaire. Eh bien, aujourd'hui, tout indique que c'est tout simplement faux. Alors maintenant, on change de discours et on ressort l'argument habituel, n'est-ce pas ? Les armes de destruction massive, ou ce genre de choses. Ah, c'est du nucléaire, du chimique, du biologique. Ils ont des armes chimiques partout. On a fait exactement la même chose en Irak. Vous savez, c'était tout le prétexte de l'intervention.

Vous savez, même quand les gens s'interrogeaient sur ce que les talibans soutenaient en Afghanistan, ça se résumait à : « Ah, on ne peut pas laisser un État voyou mettre potentiellement la main sur des armes chimiques. » C'est toujours le même discours alarmiste qu'on ressort : les armes chimiques. Alors maintenant, Netanyahou sort cet argument de son chapeau pour justifier une nouvelle escalade et la reprise des hostilités. Malheureusement, je pense vraiment que c'est ce qui nous attend. Dans les prochains jours, on va assister à une nouvelle escalade, provoquée par Israël, avec les États-Unis à ses côtés. Et maintenant, on se retrouve dans une situation politique où Donald Trump a le sentiment soit qu'il doit s'engager à fond, soit qu'il n'a plus rien à perdre.

#Danny

Oui, et Ray, chaque fois que j'entends Israël parler de l'utilisation d'armes chimiques par d'autres, ou de ce genre de choses — le nucléaire, tout ça —, je m'inquiète davantage de ce qu'Israël va faire. Mais Ray, quelle est votre réaction aux élections, et y a-t-il autre chose que vous souhaitez ajouter ?

#Ray McGovern

D'abord, merci de m'avoir invité, surtout aux côtés de Tony, mon grand ami. Et il est vraiment clair qu'à West Point, Tony a appris sacrément plus que le maniement des armes et la stratégie. Il a appris comment notre gouvernement est censé fonctionner, y compris pour financer les guerres. Concernant les armes chimiques, je crois, Dan, que vous avez dit que c'était quand même un comble que les Israéliens accusent les Iraniens. Vous savez, c'est encore pire que ce que la plupart des gens imaginent. Non seulement nous avons fait semblant de croire que Saddam possédait des armes chimiques et qu'il les avait déjà utilisées contre son propre peuple — ce qui, à y regarder de très près, s'est produit dans des circonstances très particulières, là-bas, à Halabja, ou quel que soit le nom de cet endroit.

D'accord, mais surtout, nous avons fourni aux Irakiens les précurseurs, tout le nécessaire pour fabriquer des armes chimiques. Et contre qui les ont-ils utilisées, avec notre bénédiction ? Ah, contre les Iraniens. Une seule fois ? Non, ça a duré huit ans, d'accord ? Huit ans. Et parmi les dirigeants

iraniens, beaucoup ont survécu à ces attaques chimiques. Et quand ils ont dit au Guide suprême : « Il faut riposter », vous savez, après avoir perdu un million d'hommes sur le champ de bataille, il a répondu : « Non, nous n'utilisons pas d'armes chimiques. Ce sont des armes de destruction massive. Nous n'utilisons pas d'armes nucléaires. Nous n'utilisons pas d'armes chimiques. » Waouh. Il faut donc replacer tout ça dans son contexte. L'Iran regarde ce qui se passe et se dit : « Oh, mon Dieu. Est-ce que Bibi va mener une attaque sous faux drapeau avec des armes chimiques et nous en faire porter la responsabilité ? »

Mon Dieu, ils doivent être sur des charbons ardents. Alors, deux ou trois choses. J'ai pris quelques notes pendant que vous et Tony parliez. Je dois vous dire que, tout d'abord, Jack Keane, le général Jack Keane, avec non pas une, deux ou trois, mais quatre… quatre étoiles, hein ? Il faisait partie du programme de formation des officiers de réserve à Fordham. Il avait cinq promotions de retard sur moi, alors je le voyais tous les cinq ans aux retrouvailles des anciens de l'université. Disons simplement que Tony a été très, très gentil dans les sobriquets ou les adjectifs qu'il a employés pour parler du général Jack. Je dirai juste que ce n'est pas le couteau le plus aiguisé du tiroir, mais que c' est le plus malléable. C'est le genre de type, à la Petraeus, capable de décrocher quatre étoiles à force de dire : « Oui, mon général », même quand il s'agit de l'idée la plus stupide du monde.

Bon, vous n'êtes pas obligés de me croire sur parole. Quand même Rumsfeld commençait à flancher — « Oh, mon Dieu, ça ne marche pas en Irak. Mon Dieu, qu'est-ce qu'on va faire ? » — c'était avant les élections de mi-mandat de deux mille six. Alors Bush, dans sa grande sagesse, a dit : « Oh, on va faire venir Bobby Gates. » Et quand Bobby a dit : « Eh bien, je n'y connais pas grand-chose », Bush a répondu : « Oh, on va faire appel à Jack Keane et à Petraeus. Ils pourront gérer tout le volet militaire du renforcement des troupes. » Et Gates a dit : « Qu'est-ce que ça veut dire ? Vous voulez dire que je pourrais peut-être devenir secrétaire à la Défense ? » « Oh, bien sûr, Bob. C'est ça, le marché. » Et c'est ce qu'il a fait. Jusqu'à neuf cent cinquante mille personnes — c'est exactement le chiffre — ont péri dans ce renforcement inutile des troupes, dont le fils de Cindy Sheehan et beaucoup d'autres.

Donc, tout ce que je dis, c'est que vous avez là Jack Keane. Pourquoi est-ce important ? Parce que le président regarde Jack Keane. C'est ce qu'il a dit. Il a dit : « Vos équipes ont reçu Jack Keane sur Fox Business. » Mon Dieu, voilà où on en est. Le président écoute Jack Keane. Bon, assez parlé de Jack Keane. Il est toujours là. Il provoque toutes sortes de perturbations. Quoi d'autre ? Eh bien, vous savez, laissez-moi juste commenter ce qu'a dit Vance. Enfin, ce ne sont pas des paroles en l'air. Elles sont tout à fait délibérées. Et elles ne sont pas publiées sur, disons, WION ou, vous savez, sur un quelconque site internet. Elles paraissent aujourd'hui dans The Washington Post, d'accord ? Alors, qu'a dit Vance ? « La raison pour laquelle nous avons perdu hier, la raison de notre défaite, c'est la guerre. » C'est assez clair, non ?

#Anthony Aguilar

Qu'est-ce qu'il dit d'autre ?

#Ray McGovern

« Les électeurs disaient, avant même les élections, qu'ils voteraient contre les républicains à cause de la guerre. Si vous voulez soutenir que ça en valait la peine, que perdre le Sénat pour les six prochaines années en valait la peine, alors allez-y », dit-il. « Mais tout le monde sait pourquoi nous avons perdu, et toute discussion honnête sur la suite doit partir de là. » Alors, une discussion honnête. Est-ce qu'il y en aura une ? Eh bien, pas si Trump se contente de consulter Jack Keane, bon sang, ou Petraeus, ou tous ces autres qui traînent encore dans les parages. Bon, ne me lancez pas là-dessus. Alors, qu'est-ce que je veux dire ? Je veux dire que je peux comprendre que Tony regarde le rapport de forces et se dise : « Oh, mon Dieu, c'est presque inévitable, il va y avoir une frappe de grande ampleur. Les forces sont en place. »

Trump a brandi cette menace. Il dit que ça va être quelque chose d'énorme. Moi, là-dessus, j'attends toujours de voir pour y croire. Je pense qu'il y a de vrais, de vrais freins. On ne savait pas vraiment à quel point la journée d'hier allait mal tourner pour les républicains. Et voilà maintenant que Vance prend une position différente sur la question, bon sang. Vance, celui qui a écrit cette lettre aux Iraniens. Alors, les Iraniens disent qu'il n'a pas rempli leurs conditions, mais que le ton était très cordial. Qu'est-ce que ça veut dire ? Ça veut dire que ça ne commençait pas comme ce qu'avait écrit Rubio : « Vous, le chef de tous les terroristes du monde, voilà ce qu'on va vous faire. » Non, ça commençait par : « Cher Guide suprême. » C'était ça, la différence, d'accord ? Mais c'était Vance. Alors, est-ce que Vance va réussir à imposer sa ligne aux républicains ? Je n'en sais rien. Mais c'est un élément nouveau, vu ce qui s'est passé hier.

Et tout dépend de ça. On en revient à deux choses : un président imprévisible — qui peut deviner ce qu'il va faire ? — et, surtout dans ce genre de situation, un Netanyahou qui a désespérément besoin d'une forme d'action militaire pour réussir à mettre sur pied un nouveau gouvernement, quel qu'il soit. Il y a un intérêt personnel. Il y a un intérêt politique primordial. Et donc, la question est la suivante : pourra-t-il envoyer son nouveau chef du Mossad à la Maison-Blanche ? Et Trump va-t-il l' écouter docilement, ou regarder cette vidéo et dire : « Jack Keane, qu'est-ce que vous en pensez ? » « Oui, monsieur. » « Très bien. » Va-t-il recommencer ? Ou va-t-il tirer les leçons de George W. Bush, bon sang, qui avait dit : « Si vous me trompez une fois » ? Bon, il s'était emmêlé les pinceaux, mais il était censé dire : « Si vous me trompez une fois, honte à vous. Si vous me trompez deux fois, honte à moi. »

Me berner trois fois… Alors comme ça, vous proposez des négociations, et vous discutez avec les Qataris ? Laissez tomber. Nous avons nos conditions. Voilà ce sur quoi nous allons insister. Comment Trump va-t-il réagir à ça, avec Netanyahu qui le pousse et Jack Keane en coulisses ? Je n'en sais rien. Mais je pense qu'il y a bien plus de chances aujourd'hui qu'hier qu'il voie tant d'obstacles que, même s'il se fiche royalement du GOP, le Parti républicain, la pression qui pèse sur lui est désormais forte pour qu'il arrête les frais et obtienne le meilleur accord possible. Les bases d'un accord sont là. Il lui suffit de faire quelques concessions et de les présenter sous un jour favorable pour pouvoir

repartir en disant : « Nous avons gagné. » Et la plupart des Américains seront soulagés et ne chercheront pas à comprendre comment, comme Vance l'a dit aujourd'hui, nous avons perdu.

#Danny

Oui, eh bien, Tony, selon certaines informations, on aurait averti Donald Trump que la guerre en Iran pourrait effectivement nuire gravement à son héritage politique. Mais, vous savez, je vais afficher à nouveau le tweet, parce que ce que Vance a publié était extraordinaire. Le moment était si bien choisi, le texte si travaillé… À bien des égards, on aurait dit qu'il avait été testé auprès de groupes de discussion. C'était très long, presque une façon de s'excuser sans vraiment s'excuser. Mais je voulais avoir votre avis. Compte tenu de ce que vous disiez tout à l'heure, est-ce suffisant ? L' héritage politique de Trump et les réticences personnelles manifestes de Vance, est-ce que cela suffit à enrayer l'escalade ? Parce qu'on sait que même Trump l'a dit dans les médias : il y a des gens qui veulent vraiment cette guerre. Et j'imagine que beaucoup d'entre eux font peut-être partie de ce que certains appellent l'État profond, ou l'État réel, dont le poids pourrait être plus important que le résultat d'une élection. Qu'en pensez-vous ?

#Anthony Aguilar

Eh bien, je pense que votre façon de poser la question permet de bien comprendre les choses : reste-t-il du temps, ou y a-t-il la volonté, pour enrayer l'escalade en cours ? Ce que je veux dire, c' est : y a-t-il un moyen d'y mettre un terme ? Un moyen d'arrêter les choses, vu la direction qu'elles prennent ? Et quant au fait que cette guerre entache le bilan que Donald Trump laissera derrière lui, cela aurait dû être clair dès les premiers jours du conflit. Vous savez, ses conseillers et Israël lui ont manifestement dit : « Ce sera rapide. Tout sera terminé en deux ou trois jours. Voilà ce que l' Histoire retiendra de vous : le seul président prêt à affronter l'Iran d'égal à égal. Vous êtes extraordinaire. On érigera des statues à votre gloire. Ce sera vite terminé. Faites-nous confiance. Faites-nous simplement confiance, Monsieur le Président. »

Ça va se terminer rapidement. Alors, que cela ternisse son héritage politique, que cette guerre ait un nouvel effet négatif sur ces élections de mi-mandat dont nous venons de voir les résultats, tout cela était clair il y a des mois. Je pense quand même que, jusqu'à hier, les républicains et Trump gardaient un certain espoir. Ils se disaient : « Bon, les démocrates vont prendre la Chambre, mais nous avons encore assez de marge pour l'emporter au Sénat. » Mais non seulement ils n'ont pas remporté la Chambre, ils n'ont pas non plus réussi à conserver le Sénat. Comme on l'a vu, la défaite a été écrasante. Mais la question que je pose, c'est : qu'est-ce qui pourrait arrêter Donald Trump aujourd'hui, alors que rien ne l'a empêché de poursuivre dans cette voie jusqu'ici ?

Alors, si on revient aux accords d'Islamabad, au protocole d'accord en quatorze points, à ce moment-là, il était très clair que cette guerre était impopulaire. Il était très clair que nous nous étions engagés dans cette guerre en faisant miroiter une victoire rapide. Il était très clair, à ce stade, que l' Iran n'allait pas simplement se laisser faire et capituler. Et il était aussi très clair que la puissance

militaire américaine, avec toute sa technologie de pointe, sa suprématie navale et sa puissance aérienne, n'allait pas mettre fin à cette guerre aussi rapidement que Donald Trump l'avait espéré. Nous le savions déjà il y a plusieurs mois, au moment d'entamer les négociations, avec une véritable stratégie de sortie possible : un accord pour mettre fin à cette guerre était sur la table. Et tu as raison, Danny. Tu as raison, Ray, en ce qui concerne les négociations.

Oui, on peut négocier sur les sanctions, les avoirs gelés, la façon dont le détroit d'Ormuz sera administré, et les contrôles ou les mécanismes de supervision qui pourraient être mis en place pour surveiller ou contrôler le nucléaire, afin de permettre à Donald Trump de sauver la face. Tout cela aurait pu être négocié. Au fond, à moins que quelque chose ait radicalement changé au cours des dernières vingt-quatre heures, ce que je ne crois pas, il faudrait que l'Iran soit prêt à renoncer complètement à sa position sur l'occupation du sud du Liban et de Gaza par Israël. Cette condition devrait être remplie. Soit elle est remplie, soit l'Iran doit être prêt à y renoncer. Je ne crois pas que l' Iran soit prêt à renoncer à cette condition. Je ne crois pas non plus que les États-Unis aient les moyens d'exiger ou d'imposer à Israël de la remplir.

Donc, au fond, oui, il devrait être encore plus évident aujourd'hui que Donald Trump devrait chercher un moyen de mettre fin à ce conflit par un accord du type des accords d'Islamabad, dans lequel l'Iran aurait encore plus de poids et d'exigences. Mais pour toutes les questions sur la manière dont la guerre pourrait prendre fin et sur l'ensemble de ces conditions, on en revient à Israël. Il faut que l'une de ces trois choses se produise. Soit l'Iran accepte de renoncer à cette condition — je ne pense pas que ce soit le cas. Soit Israël accepte de remplir cette condition et de se retirer complètement du Liban, de se retirer complètement de Gaza, de laisser l'aide arriver sans entrave et de permettre à Gaza de ne plus être, vous voyez, sous l'oppression israélienne.

Je ne pense pas qu'Israël va satisfaire cette exigence. Ou alors, les États-Unis devraient prendre leurs distances, rompre avec Israël et lui tourner le dos, pour ainsi dire, en disant à l'Iran : « Écoutez, sur ce coup-là, ils sont seuls. Nous ne soutenons pas cette initiative. Nous ne les appuyons pas. Nous ne nous joignons pas à eux dans cette guerre ni dans une nouvelle escalade. Ils sont seuls. Négociez avec nous, les États-Unis, sans les conditions imposées par Israël, parce que, désormais, ils sont seuls. Et si vous voulez les frapper ou autre chose, allez-y, l'Iran. Nous ne vous en empêcherons pas. » Je ne vois pas non plus cette condition se réaliser. Donc, parmi ces trois conditions qui pourraient mettre un terme à l'escalade actuelle, je n'en vois aucune se concrétiser. J' aimerais vraiment que ce soit le cas. Mais je ne le vois tout simplement pas. Rien ne va dans ce sens.

Alors, à l'approche d'une escalade, on sait qu'Israël avait l'intention de frapper avant les élections. Je pense que les États-Unis sont intervenus pour dire : « Écoutez, patientez, attendez. Si vous agissez trop tôt, nous ne vous aiderons pas. Attendez. » Et c'est ce qu'ils ont fait. Maintenant, on pourrait dire qu'en invoquant les pouvoirs de guerre et en déclenchant une guerre directe, hostile et destructrice contre l'Iran, Israël donnerait à Netanyahou les moyens de prendre le contrôle, dans la confusion qui règne actuellement au sein du gouvernement, où aucun vainqueur ne se dégage clairement. Il n'y a pas vraiment de voie claire pour constituer un bloc uni de soixante et un sièges.

Netanyahou profiterait sûrement de ce chaos pour s'emparer du pouvoir en temps de guerre. Et maintenant, on sait qu'Israël réunit son cabinet d'urgence.

Nous savons qu'Israël avait des plans de frappe sur la table. Nous savons qu'Israël a les avions prêts à intervenir. La question sera donc la suivante : les États-Unis vont-ils intervenir à leurs côtés dès le début ? Ou vont-ils se retrouver entraînés dans ce conflit, un peu comme on l'a vu lors de l'opération Midnight Hammer, quand Israël a lancé cette guerre de douze jours, sans pouvoir la mener à son terme, et que les États-Unis sont ensuite intervenus ? Même dans ce conflit, nous avons entendu Marco Rubio dire lui-même : « Si les États-Unis sont intervenus, c'est parce que nous savions qu' Israël allait frapper, que l'Iran allait riposter et qu'Israël riposterait à son tour. Nous avons donc frappé l'Iran en premier, de manière préventive, pour l'empêcher de riposter contre Israël. » Voilà pourquoi nous sommes intervenus.

Alors, au vu de ces conditions, qu'est-ce qui a changé dans la volonté d'Israël de frapper ? Rien. En fait, je pense que Netanyahou se sent encore plus encouragé à le faire maintenant. Qu'est-ce qui a changé dans la disposition des États-Unis à lui emboîter le pas après coup ? Rien. Toutes ces conditions qui pourraient me faire dire : « Ah, eh bien, maintenant, c'est l'héritage politique de Donald Trump qui est en jeu », elles étaient déjà réunies. C'est le cas depuis des mois. Cette réalité était déjà là. Donc, vous savez, ce que cette élection a fait, c'est appeler les choses par leur nom. Elle a donné une image claire de la vérité. Mais qu'est-ce qu'elle a changé pour ce président, dans cette dépendance envers Israël, dans ce contrôle qu'Israël exerce sur lui concernant cette guerre avec l'Iran ?

Si on regarde les choses sous cet angle, bon, le nouveau Congrès entre en fonction le trois janvier. Alors, ce que je pense qu'on va voir dans les mois qui viennent, c'est que Donald Trump ne reconnaîtra pas que la guerre est un échec. Il reconnaîtra que ses collaborateurs l'ont laissé tomber. Pete Hegseth sera le premier à partir. Je pense que Pete Hegseth risque non seulement de faire l' objet d'une procédure de destitution, mais que Trump le limogera avant, pour en faire un bouc émissaire et dire : « Écoutez, la guerre n'était pas une mauvaise idée. C'est juste que Pete Hegseth l' a mal menée. Le problème, c'étaient les personnes, pas le plan. Ce n'était pas une mauvaise politique. C'était un mauvais secrétaire à la Défense. »

Donc, je pense que Hegseth va partir. Mais alors, comment mettre fin au conflit ou régler tout ça ? Donald Trump ne peut pas se désengager comme ça. À ce stade, Donald Trump ne peut pas simplement se retirer de ce conflit. Il faut soit un accord, soit que la guerre continue jusqu'à une capitulation. Donc, je ne vois pas Donald Trump conclure cet accord, parce qu'à l'heure actuelle, l' Iran poserait des conditions maximalistes, en disant : « Tu veux te retirer de cette guerre, Trump ? On voit bien ce qui se profile. Tu veux t'en sortir ? Tu dois satisfaire toutes nos exigences. » Et sur cette liste d'exigences, il y aura sûrement le retrait d'Israël du Liban et de Gaza. Qui pense qu'Israël va faire ça ? Moi, non.

#Ray McGovern

Oui, c'est ça. Sans le soutien des États-Unis, Israël ne peut pas faire grand-chose. Et c'est la principale leçon de cette élection. D'abord, les gens prennent position contre Israël. Et même Trump, le jour du scrutin, a dit : « Je ne pense pas qu'on veuille donner encore de l'argent à Israël. » Enfin, qu'est-ce que ça veut dire ? Pour moi, la situation est bien plus mouvante. Laissez-moi employer un terme que Trump utilise et que je n'emploie jamais, même s'il était courant dans le Queens et le Bronx : Trump est un raté. D'accord ? Netanyahou aussi. Voilà ce qui a changé, d'accord ? Maintenant, Trump a peut-être promis à Netanyahou : « Écoute, attends un peu. Attends que ton élection soit passée. Attends que mon élection soit passée. » Et c'est ce qu'il a fait.

Et Trump, bien sûr, tiendra sa promesse, n'est-ce pas ? Eh bien, si j'étais Netanyahou, je me dirais : « Oh, mon Dieu, là, ça se présente vraiment mal pour moi, à moins que je ne force les choses. » Donc, ce que je vois, c'est une opération sous faux drapeau menée par Israël pour obliger Trump à s' engager de nouveau. Et je ne pense pas que Netanyahou puisse être vraiment sûr de réussir à faire revenir Trump à fond, comme il l'a fait le vingt-huit février. Autre chose… Et Tony, c'est à vous précisément que je voudrais poser cette question, parce que, contrairement à moi, qui me suis élevé jusqu'au grade prestigieux de capitaine dans l'armée de terre, vous avez eu affaire à des généraux à quatre, trois, deux et une étoile, et vous étiez vous-même officier supérieur.

Alors, nous y voilà. Vous avez Dan Caine, à qui vous avez déjà eu affaire et en qui vous placiez encore quelques espoirs, au moins le mois dernier. Et puis il y a Hegseth, et il y a… comment il s' appelle, ce type ? Ah oui, l'amiral Cooper, Brad Cooper, qui a personnellement fait le point avec le président cette semaine. Pourquoi, bon sang ? Bon, d'accord, il a fait le point avec le président en personne, d'accord ? Alors le président dit : « Brad, Pete, Dan, est-ce qu'on peut gagner cette affaire ? » « Oui, monsieur le Président. Nous pouvons l'emporter. » Maintenant, est-ce que le président est assez intelligent pour poser une question que Jack Keane ne poserait jamais ? À savoir : combien de temps pourrait-on tenir ? De combien de munitions dispose-t-on ? Est-ce que vous y avez pensé, cette fois-ci ?

Enfin, comment disent les Britanniques ? « Les stocks. » Vous savez, on n'a pas fait le point sur nos stocks. Bon, alors voici ma question, Tony. Quelle est la probabilité que, lorsque Trump interrogera maintenant ses plus hauts responsables… Disons qu'on sait ce que Cooper va dire, mais supposons que Vance soit là, d'accord ? Et il y a Hegseth, et Dan Caine, que vous connaissez personnellement. Que vont-ils dire si le président a suffisamment toute sa tête pour demander : « Quelle quantité de munitions, combien de missiles avons-nous ? Est-ce qu'on peut tenir plus de quatre jours ? » Quelle sera la réponse de ces hauts responsables militaires et des responsables civils de la défense ?

#Anthony Aguilar

Eh bien, au niveau de l'exécutif, de l'autorité nationale de commandement — c'est-à-dire le président, le secrétaire à la Défense et le chef d'état-major des armées —, puis chez les responsables de la planification militaire, ce qu'on attend du commandant au plus haut niveau, c'est

: « Ne me dites pas comment écaler l'œuf. Dites-moi simplement ce que vous voulez en faire. Vous voulez des œufs mimosa ? Une salade aux œufs ? Qu'est-ce que vous voulez ? Ne me dites pas comment l'écaler. Dites-moi quel résultat vous voulez obtenir. » Donc, je pense que ce qui manque cruellement dans la stratégie militaire ici, c'est une compréhension de la réalité de la situation. Je pense qu'au départ, Donald Trump subissait de fortes pressions de la part de Hegseth, ainsi que d' Israël, par l'intermédiaire des décideurs américains, pour entrer en guerre. Puis il a dit : « D'accord, on va le faire. »

« On va intervenir. Quelles sont nos chances de succès ? » Et tout le monde autour de lui dit : « Écoutez, on va gagner très vite. Ce sera très vite terminé. On a l'ayatollah dans notre ligne de mire. Il sera mort. Les gardiens de la révolution vont capituler. On va balayer tout ça. Ce sera fini en quelques heures, quelques jours peut-être. Et ce sera facile. Qu'est-ce que vous en dites ? Qu'est-ce que vous en dites, Don ? » « D'accord. D'accord. Oui. » Et puis, quand un dirigeant voit que les choses ne se passent pas comme on le lui avait annoncé — et c'est une réaction naturelle —, je ne pense pas que Donald Trump soit un bon dirigeant. Je ne pense pas non plus qu'il soit très intelligent, ni qu'il ait une compréhension très fine du problème militaire. Mais c'est un être humain.

Et même là, on commence à se dire : « Bon, je vous ai fait confiance. Ça ne se passe pas comme vous l'aviez dit. Alors maintenant, je vais commencer à vous fixer des limites. Je veux ceci, mais ne faites pas cela. » Et je pense que, peu après avoir constaté que les attaques du vingt-huit février au premier mars n'avaient pas donné le résultat promis à Donald Trump, la question était alors : « Bon, Dan Caine. Bon, Pete, et maintenant ? On fait quoi, maintenant ? Parce que ça n'a pas marché. » « Oh, Monsieur le Président, on maîtrise la situation. On maîtrise la situation. Ne vous inquiétez pas. Ne vous inquiétez pas. Nous avons un plan militaire. » Et je pense que le président s'est probablement assis et a dit : « Bon, eh bien, je ne veux pas de troupes au sol. Je ne veux pas d'un conflit de grande ampleur qui fasse beaucoup de victimes américaines. »

« Et je ne veux pas voir des avions américains se faire abattre en grand nombre. » D'accord, donc les militaires doivent élaborer un plan : « Très bien, monsieur, vous ne voulez pas faire survoler l' Iran par des avions. Vous ne voulez pas envoyer de troupes au sol. » Parce que je vous le garantis, je le garantis formellement à tous ceux qui nous écoutent : des scénarios d'intervention ou des plans d'urgence prévoyant l'envoi de troupes au sol, ou des frappes aériennes nécessitant que des avions pénètrent dans l'espace aérien iranien, ou une combinaison des deux… Je vous garantis formellement que ces options ont été préparées et qu'elles sont sur la table. Sont-elles mises en œuvre en ce moment ? Non. Le seront-elles ? Je ne sais pas. Mais ces plans sont bel et bien sur la table.

Cela couvre tout l'éventail de la planification opérationnelle. On n'écarte aucune option dès lors qu' elle est réalisable. Donc, ces plans sont sur la table. Maintenant, je pense que ce que Donald Trump a dit, c'est en gros : « Écoutez, je ne veux pas que ça fasse mauvais effet sur le plan politique. Je ne veux pas perdre un tas de vies américaines. » Dans la planification militaire, c'est ce qu'on appelle des restrictions. Il y a toujours des contraintes et des restrictions. Les restrictions, c'est ce que l'

autorité de commandement vous impose : « Ne faites pas ça. » Vous pouvez le faire, mais vos supérieurs vous ont dit de ne pas le faire. Ça, c'est une restriction. Une contrainte, c'est que, peu importe qui veut vous empêcher de le faire.

On ne peut pas le faire à cause d'une certaine réalité physique qu'on ne peut pas changer. Par exemple, on ne peut pas simplement rejoindre l'Iran par voie terrestre, parce qu'il y a le golfe Persique. Ça, c'est donc une contrainte. Alors, on tient compte des contraintes, puis des restrictions qu'on s'impose. Avant, nous devions mener cette opération avec des missiles de frappe de précision à longue portée : des ATACMS, des JASSM un et deux, des Tomahawk et des PrSM. Il nous fallait ensuite être capables d'intercepter tout un tas de projectiles, parce que nous ne frappions pas directement les lanceurs ou les sites de missiles en Iran. Nous nous servions du renseignement pour mener des frappes à longue portée, sans pour autant réduire leur capacité à mener ces frappes.

Alors maintenant, les planificateurs militaires présentent ces options et disent : « Écoutez, les contraintes ont changé. Vous, monsieur Donald Trump, vous devez modifier les restrictions que vous nous imposez, parce que notre marge de manœuvre s'est encore réduite. Ce n'est plus seulement une question de temps, de distance et de géographie : nous n'avons plus de missiles de précision à longue portée pour mener ce type d'opération militaire. Nous ne pouvons plus le faire. » Alors, les choix qui s'offrent à vous… et là, on revient aux notions de stratégie. En tant que planificateur stratégique, vous devez toujours trouver un équilibre entre la terminaison d'une opération et son point culminant. La terminaison d'une opération, c'est quand vous, qui menez cette opération, décidez du moment où elle prendra fin.

Une opération atteint son point culminant lorsqu'elle a réussi ou qu'on n'a plus les moyens de combattre. On ne veut pas atteindre ce point avant la fin de l'opération, parce qu'alors, on n'atteint pas son objectif. Ce qu'on veut, c'est que la fin de l'opération coïncide avec ce point culminant, ou que notre capacité à poursuivre l'effort dépasse ce qui est nécessaire pour atteindre l'objectif. Autrement dit, qu'il nous reste encore des réserves après. Eh bien, aujourd'hui, les États-Unis se trouvent dans une situation où, avec les modes d'action que nous avons essayé de mettre en œuvre au départ et que nous poursuivons dans cette guerre, nous avons atteint ce point culminant avant d' avoir pu mettre fin aux hostilités en remportant la victoire ou en obtenant que nos conditions soient remplies.

Donc maintenant, les planificateurs militaires doivent revoir leur copie, ou plutôt ressortir les autres plans qu'ils avaient préparés. « Très bien, monsieur, soit on se retire, soit on accepte des accords. Mais si vous voulez poursuivre l'action militaire, on ne peut pas continuer comme ça, parce qu'on a épuisé toutes les possibilités de cette option. » Alors, est-ce que ça va prendre la forme d'une escalade ? Est-ce qu'on va rapprocher les moyens navals américains du détroit d'Ormuz, depuis le golfe d'Oman, et donc les exposer à des risques, mais aussi rapprocher leurs systèmes d'armes des cibles, pour ne plus avoir à dépendre des missiles de précision à longue portée ? On pourrait alors utiliser les missiles à plus courte portée, les missiles de défense antiaérienne à courte portée, les SHORAD.

Ou est-ce qu'on va vraiment envoyer des avions de combat dans l'espace aérien iranien pour larguer des munitions de précision — pas des munitions de précision à longue portée, mais des munitions larguées par avion, dont nous disposons en grande quantité — précisément sur ces cibles, au risque donc de voir des appareils abattus ? Alors, les options aujourd'hui, c'est soit de monter d'un cran avec toute la puissance et toutes les capacités militaires dont nous disposons, sachant qu'on ne peut plus frapper à longue distance en restant hors de portée — il faut désormais se rapprocher —, soit de ne pas le faire, auquel cas nous n'avons plus les moyens de poursuivre des opérations militaires pour peser sur l'issue politique. Alors, autant accepter un accord maintenant. Voilà les options sur la table.

Je ne vois ni ce président ni Israël accepter l'accord sur la table en l'état actuel, parce que cet accord n'a fait que renforcer les moyens de pression politiques, économiques et militaires de l'Iran. Je ne vois donc ni ce président ni Israël accepter cette réalité. En revanche, ce que je les vois faire, c'est agir par excès de confiance, comme on l'a vu avec les présidents précédents dans toutes ces guerres que nous avons menées. En Irak, tout devait être terminé en trente jours. En Afghanistan, tout devait être terminé en trente jours, peut-être deux mois. En Syrie, on allait intervenir et repartir aussitôt. On aurait vaincu le califat en quelques semaines. Ce serait terminé. Chaque fois qu'on se retrouve dans ces situations, on a des présidents ou un pouvoir exécutif qui se disent : « Ce sera rapide. On peut faire ça vite. » Mais ce qu'ils ne prennent pas en compte, c'est que l'ennemi aussi a son mot à dire.

L'ennemi a aussi son mot à dire. Et si le président se dit : « Bon, maintenant, il va falloir qu'on passe à cette option. On va subir des pertes. On va avoir des morts américains. On va peut-être perdre un navire ou deux. On va perdre des avions, mais ça mettra fin au conflit. Ça y mettra fin », ce serait une erreur. Donc, ce n'est pas l'option que je choisirais, mais j'ai passé suffisamment de temps dans l'armée, et j'ai notamment présenté des briefings à ce président, pour savoir comment il raisonne quand il envisage l'issue d'un conflit. Et son raisonnement est très transactionnel. C'est vraiment : tel coût pour tel bénéfice. Et si quelqu'un pense que, dans le raisonnement de Donald Trump, les vies américaines entrent dans le calcul du coût autrement que comme une considération politique ou une question d'image politique, eh bien, je suis désolé de vous le dire, vous vous trompez.

Il se fiche des vies américaines. Et maintenant que l'image politique compte moins que de gagner cette guerre ou de trouver une porte de sortie, voilà le risque auquel nous sommes confrontés. Ce n' est pas quelque chose qui me plaît, que j'approuve ou que je souhaite, mais je regarde simplement les choses en face. J'examine tout cela comme si les options étaient posées là, devant moi, sur la table : d'accord, option A, option B, option C. Dans quelle mesure ces options sont-elles réalistes ou probables, qu'il s'agisse de l'option A, B ou C ? Je ne vois ni ce président ni Israël faire marche arrière alors que des exigences maximalistes sont imposées à l'Iran. Je ne vois pas non plus l'Iran se retirer, battre en retraite, capituler et accorder aux États-Unis et à Israël des victoires sur toute la ligne.

Donc, si ces deux choses sont vraies, si aucun des deux camps ne cède aux exigences maximalistes de l'autre, alors il faut bien qu'ils trouvent un accord. Quels signes montrent qu'un accord se dessine, alors que les États-Unis continuent de frapper l'Iran ? Nous les avons encore bombardés il y a deux jours, sur l'île de Qeshm. Ça ne donne pas une impression de paix. « Écoutez, nous voulons négocier. » « Vous venez de nous frapper. Vous venez de détruire un autre site sur l'île de Qeshm. » « Oh, ce n'était pas, vous savez, une vraie frappe. Ce n'était pas nous. Vous savez, c'était juste une sorte de petite frappe. » C'est comme ça que Donald Trump l'a qualifiée, non ? Une petite frappe. Alors, comment les États-Unis peuvent-ils montrer une volonté sincère de négocier la paix, alors même que nous continuons à frapper le sol iranien ? L'Iran n'est pas stupide.

#Danny

Ray, à vous. Oui.

#Ray McGovern

Oui, il y a vraiment matière à réfléchir. Ma première réaction, c'est : bon sang, Tony, si seulement vous étiez au Pentagone, à la Maison-Blanche, ou quelque part où vous pourriez faire entendre raison à ces gens. Mais ma deuxième réaction, c'est que vous êtes bien trop modeste pour expliquer ce que vous vouliez dire en parlant de votre expérience personnelle avec Donald Trump. Parce que vous étiez officier des opérations et que vous avez osé poser des questions, vous avez amené Dan Caine à en poser, lui aussi, quand il était général à une étoile en Syrie. Et le problème, c'était que Trump avait publié un tweet disant : « On se retire de Syrie. » Et tous les généraux à trois et quatre étoiles avaient peur de lui demander ce qu'il voulait dire. « Vous voulez dire tout de suite ? Ça voudrait dire abandonner un milliard de dollars d'armement et faire tuer des milliers et des milliers de personnes. » Et personne n'osait lui poser la question.

Et donc, vous avez dit à Dan Caine : « Pour l'amour de Dieu, demandez au président s'il a envisagé d' autres options. » Et Dan Caine l'a fait. Et le président a répondu : « Bien sûr, quelles sont les autres options ? » On lui a dit : « Eh bien, on peut procéder progressivement. On peut évacuer tout ça. Personne ne sera tué. » Et il a répondu : « Ça me paraît raisonnable. » La leçon à en tirer, c'est donc que Trump est entouré de gens comme Jack Keane et de tous ces généraux à trois ou quatre étoiles, dont certains sont toujours là, qui se contentent de dire : « À vos ordres, monsieur, on peut le faire », quelles qu'en soient les conséquences. Maintenant, juste deux ou trois choses, puisque j'ai la parole, si je puis dire. Ces frappes que vous avez évoquées sur l'île de Qeshm, le jour des élections… Je ne sais pas si elles ont enfreint des restrictions ou des limites imposées, mais j'ai du mal à croire qu'ils aient demandé au président s'il donnait son accord.

Autrement dit, je pense que les Iraniens eux-mêmes voient qu'il existe une certaine marge d' autonomie que non seulement Brad Cooper, l'amiral du CENTCOM, mais aussi Hegseth, n'hésitent pas à exercer. C'est toute la question des limites imposées ou de la retenue. L'armement, à mon avis, c'est l'élément clé. Je le dis depuis toujours. Maintenant, permettez-moi d'aborder un aspect

dont on ne parle vraiment jamais, mais que nous avons évoqué dans la note des Veteran Intelligence Professionals for Sanity que nous avons publiée hier. Nous y avons parlé de tout ce que Trump devrait savoir, par exemple : « Hé, Monsieur le Président, il est de plus en plus probable que l' Iran frappe en premier. » Là, attention. Il faut qu'il y réfléchisse. Il y avait tout un tas d'autres choses. Mais vers la fin, nous avons dit : « Écoutez, il y a peut-être là une porte de sortie. »

Bon, ça m'ennuie de remettre Jack Keane sur le tapis, mais il y a quarante ans, lors d'une réunion d' anciens à l'université Fordham, il s'est levé, tout pomponné dans son beau costume, et il a dit : « Je pars en Europe pour dire à ces Européens que l'Iran est à ça de se doter de l'arme nucléaire. Et je vais leur dire les choses telles qu'elles sont. On ne peut pas se montrer lâches. » McGovern lève la main — le trouble-fête de service — et dit : « Jack Keane, vous ignorez donc que les services de renseignement ont déclaré que l'Iran avait cessé de travailler à la mise au point d'une arme nucléaire ? » Je ne sais pas. En tout cas, ça ne m'a pas fait d'amis. Qui vont-ils croire, un général quatre étoiles ou un capitaine qui a quitté l'armée au bout de deux ans ? Bref, ce qu'il dit ici, et ce que Trump regarde à la télé, concerne le programme nucléaire iranien. Et ce que Trump dit toujours, c' est : « L'Iran ne doit pas se doter de l'arme nucléaire. »

Alors, la réalité, comme nous l'avons souligné dans cette note — je vais vous la lire —, c'est qu'en deux mille sept, les services de renseignement américains ont conclu à l'unanimité, et avec un degré élevé de confiance, que l'Iran avait cessé de travailler à la mise au point d'une arme nucléaire en deux mille trois, d'accord ? Et il n'y a aucune preuve tangible que l'Iran soit revenu sur cette décision. Absolument aucune preuve tangible, si ce n'est quelques déclarations publiques laissant entendre qu'ils devraient peut-être y réfléchir, d'accord ? Donc, la plupart des Américains, par ignorance, croient que l'Iran travaille à la mise au point d'une arme nucléaire, et qu'il ne faut surtout pas qu'il en ait une. D'accord, très bien. Voilà, Monsieur le Président, votre porte de sortie : obtenez de Téhéran une déclaration publique affirmant son engagement à cesser de travailler à la mise au point d'une arme nucléaire. Vous voyez l'idée ? Peu de gens sont capables de saisir la subtilité.

Qu'ils arrêtent de développer une arme nucléaire qu'ils ne sont pas en train de développer. En tout cas, nous n'avons aucune preuve qu'ils en développent une. Bon, ça, c'est le premier point. Ensuite, vous obtenez un accord sur un régime d'inspections. Là, les gens disent : « Oh mon Dieu, les Iraniens n'accepteront plus jamais ça. » Eh bien, voyons un peu, bon sang ! En février, deux jours avant l'invasion, l'intermédiaire omanais est venu à Washington. Il n'a pu rencontrer que Vance, et il lui a dit : « Vance, écoutez, on est à deux doigts d'un accord, à deux doigts, sur le nucléaire et sur d'autres questions, et ça comprendrait des inspections. » Ensuite, il est allé voir Margaret Brennan, de CBS, bon sang, et il lui a parlé pendant une heure de tout ça, pour lui expliquer à quel point ils étaient proches d'un accord.

Deux jours plus tard, boum. Bon, le Mossad entre en scène, et Trump est à ses côtés. Alors, premièrement : obtenir une déclaration publique — « Nous cesserons de travailler à la fabrication d' une arme nucléaire. » Deuxièmement : un accord sur une forme de régime d'inspection. L'AIEA a montré qu'on ne pouvait pas lui faire confiance. On pourrait peut-être trouver autre chose.

Troisièmement : convaincre l'Iran d'expédier hors du pays au moins une partie, voire la totalité, de son uranium enrichi à soixante pour cent. La Russie n'arrête pas de dire : « Nous sommes prêts à l' accueillir. » Elle l'avait accepté la dernière fois, en deux mille quinze, dans le cadre du JCPOA. Alors, on termine tout ça et, contrairement à nos habitudes, on formule une proposition politique. Les agents du renseignement ne sont pas censés faire ça. Mais on a suffisamment de spécialistes des questions politiques. Enfin, on a laissé passer.

Voici ce que nous avons dit : « Netanyahou, bien sûr, ne serait pas d'accord. Mais il ment sur cette question depuis des décennies. Il veut davantage de guerre et pense probablement pouvoir opposer son veto à toute proposition de sortie de crise de ce genre. » Et voici la dernière phrase : « Il est temps que vous lui fassiez savoir qu'il ne peut pas opposer son veto à une telle proposition. » Ah, ça, c'est notre rédacteur en chef qui l'a ajouté. J'ai laissé passer, même si c'est une proposition politique. Mais c'est là l'essentiel. Il est temps, Monsieur le Président, que vous fassiez savoir à Netanyahou que, cette fois, ce n'est pas lui qui tient la barre. Me berner trois fois ? Laisse tomber, Bibi. Me berner trois fois ? Me berner trois fois, Hegseth ? Laisse tomber. Encore une fois, je vais adopter ici un ton plus optimiste.

Vu la tragédie qu'a vécue le Parti républicain hier, et vu que Trump ne se sent tenu par aucune promesse antérieure à respecter ses engagements envers Netanyahou… qui peut savoir avec certitude ? Il est imprévisible. Mais je pense que, cette fois, il y a une vraie occasion à saisir. Et voilà une porte de sortie concrète. Ça paraît bizarre. À première vue, ça paraît bizarre, mais ça pourrait marcher. Et il y a d'autres choses qu'ils pourraient faire. Autrement dit, ils pourraient le décevoir, décevoir le président, pour qu'il puisse maquiller suffisamment cette défaite pour la faire passer pour une victoire, sans s'enliser dans une guerre pour laquelle il n'a que trois jours de munitions. Je vais m'arrêter là.

#Danny

Bon, je vais peut-être vous demander à tous les deux un mot de la fin pour cette émission, en commençant par vous, Tony. Je voulais ajouter une chose : je ne fais tout simplement pas confiance aux démocrates, au Parti démocrate. On a déjà vu ce scénario tellement de fois : ils obtiennent la majorité et, bien souvent, on n'en retire pas grand-chose. Et le président de la Chambre des représentants — ou plutôt celui qui en sera le président, Hakeem Jeffries — se trouve être l'un des meilleurs amis d'Israël. Alors, votre mot de la fin pour cette émission, et tout ce que vous souhaitiez ajouter.

#Anthony Aguilar

Ce que je dirais, pour revenir à votre remarque, Danny — et je voudrais aussi revenir rapidement sur un point soulevé par Ray, qu'il me semble important de comprendre —, c'est qu'au sujet des élections, je suis heureux de voir qu'autant d'Américains ont participé au vote, que ce soit par correspondance ou en personne. Ma femme et moi sommes allés au bureau de vote hier et nous

avons voté en personne. Nous avons tous les deux servi dans l'armée. Ma femme a fait carrière dans l'armée de terre, au sein de la quatre-vingt-deuxième division aéroportée. Moi aussi, j'ai fait carrière dans l'armée de terre. Nous prenons le vote très au sérieux. Et nous aimons aussi aller au bureau de vote, récupérer nos bulletins, voter en personne et exercer ce droit constitutionnel.

Mais je sais que beaucoup votent encore par correspondance, et cetera. Il n'empêche que beaucoup d'Américains se sont déplacés pour voter. Les Américains n'étaient pas satisfaits du statu quo. Ils n' allaient pas rester chez eux et laisser le gouvernement actuel passer tranquillement de sa forme actuelle à la suivante. Et c'est encourageant. Ça fait plaisir à voir. Mais penser que le Parti démocrate et le Parti républicain, ou les personnalités de ces partis — Hakeem Jeffries, par exemple — ont un rapport différent à Israël, qu'il s'agisse de recevoir de l'argent ou d'être, d'une manière ou d'une autre, entraînés dans tout ça et complices de ce que fait Israël ? Ça ne va pas changer lors de ce cycle électoral.

Ça ne change rien à cela. Il faut donc aborder cette situation avec lucidité. Oui, on dirait que les citoyens américains ont désavoué cette guerre et la politique de ce président. Mais on les remplace par certains des mêmes acteurs de toujours. Vous savez, Hakeem Jeffries, qui va maintenant devenir président de la Chambre des représentants à la place de Mike Johnson, reçoit lui aussi beaucoup d' argent d'Israël et soutient lui aussi le sionisme, le sionisme israélien. Donc, sur ce plan-là, beaucoup de choses ne vont pas changer. Nous devons donc tous rester très vigilants et prêter une attention toute particulière à ce que disent les démocrates et à ce qu'ils font.

Vous savez, deux partis, les deux faces d'une même pièce, les deux ailes d'un même oiseau. Alors, il y a un point que Ray a évoqué et qu'il me semble important de souligner : les responsables de la planification militaire, ou même les dirigeants et les officiers généraux, se disent souvent : « Bon, le président, le secrétaire à la Défense ou le commandant du CENTCOM, bien sûr qu'ils savent ce que je sais. Ils savent ce que je sais, ils ont la même vision des choses que moi, à mon poste, puisque je participe à cette partie de l'opération en tant que planificateur militaire. » Vous savez, je me souviens bien du moment où nous étions en Syrie et où ce tweet est tombé : « Nous quittons la Syrie. »

Et toutes ces questions que les gens posent, du genre : est-ce qu'on a bien expliqué au président combien de milliards de dollars de matériel, d'armes, de munitions, de véhicules, et cetera, on laisserait derrière nous, faute de pouvoir les évacuer si on partait comme ça ? Ou que les Forces démocratiques syriennes, que nous avons renforcées et qui sont présentes sur place, risqueraient alors de se faire complètement anéantir par la Turquie ? Et dans ce cas, qui poursuivrait le combat contre Daech ? Est-ce que quelqu'un a dit au président que Daech n'est pas encore vaincu ? Il le croit peut-être à cause de ce que certains lui ont dit, mais ce n'est pas vrai, d'après ce que nous constatons sur le terrain. Est-ce que quelqu'un va le lui dire ? Et, vous savez, ces généraux à trois et quatre étoiles répondaient : « Oh, bien sûr qu'il le sait. »

D'accord. Comment le sait-il ? Qui le lui a dit ? Le secrétaire à la Défense ? Le secrétaire à la Défense n'en sait rien. Nous, nous le savons. Il n'a interrogé aucun d'entre nous. Est-ce qu'il vous a posé la question, monsieur ? À vous, général quatre étoiles, est-ce qu'il vous l'a posée ? Non, il ne vous l'a pas posée ? Alors comment peut-il le savoir ? Je ne pense pas qu'il le sache. Ce n'est pas juste pour le président qui doit prendre les décisions, quel qu'il soit. S'il ne sait pas, c'est à nous de l'informer. « Oh, vous savez, on va simplement faire ce qu'on nous dit. » Et puis, effectivement, quand certains officiers ont eu le courage de venir lui dire : « Monsieur le Président, avec tout le respect que je vous dois, êtes-vous au courant de A, B et C ? » « Ah non, je n'étais pas au courant. »

« Oh, je n'étais pas du tout au courant. Alors, en quoi ça changerait la décision que j'ai prise de nous retirer ? » « Monsieur, c'est vous qui décidez. Si vous nous dites de partir, bien compris. Sachez simplement ce à quoi nous renonçons en partant. » Et puis, dès qu'il en a été informé, qu'on lui en a fait prendre conscience, il a dit : « Ah, bon, alors peut-être qu'on ne devrait pas partir. » « Eh bien, monsieur, c'est une possibilité. Voici les différentes options. » Et, vous savez, je pense que, bien souvent, certains militaires partent du principe que le chef est au courant, que le commandant sait. Non, ils ne savent pas. Non, ils ne savent pas. Et c'est à leurs subordonnés, comme l'amiral Brad Cooper ou les commandants concernés, d'avoir le cran de dire la vérité aux décideurs de l'exécutif.

Pas la vérité édulcorée, tout en rose, qu'ils veulent entendre, mais la vérité telle qu'elle est. Et ça ne veut pas forcément dire réprimander le président ou lui manquer de respect. Il s'agit simplement de présenter la vérité. « Écoutez, monsieur, vous pensez que c'est bleu. Vous l'avez vu ? Ah non, vous ne l'avez pas vu ? Qui vous a dit que c'était bleu ? Ah, quelqu'un d'autre qui ne l'a pas vu non plus ? D'accord, eh bien, moi, je vous dis, parce que je suis là et que c'est moi qui l'ai colorié, que c'est orange. Ce n'est pas bleu. » « Ah, mais untel m'a dit que c'était bleu. » « Untel se trompe. Je suis désolé. C'est moi qui l'ai colorié. C'est moi qui l'ai dessiné. C'est orange. » « Ah, mince, ça change ma décision. » Exactement. Donc ça aussi, ça entre en jeu : le président, en ce moment, est entouré de gens.

Pete Hegseth, Dan Caine — malheureusement, il a maintenant été mis sur la touche — et Brad Cooper savent que c'est orange, mais le président veut croire que c'est bleu. Alors ils vont convaincre le président que c'est bleu et essayer de faire passer ce qui est orange pour du bleu. Mais ce n'est pas bleu. Et c'est ce qui nous a conduits là où nous en sommes aujourd'hui : des responsables militaires qui ne donnent pas à ce président des évaluations claires, honnêtes et réalistes. Est-ce que ce président ferait quand même le bon ou le mauvais choix ? Je n'en sais rien. Mais ce qui est clair pour moi, à en juger par ce qu'on entend ce président dire, c'est qu'il n'est même pas informé de la vérité ni de la réalité de ce qui se passe, parce que nous, nous le voyons.

À voir la façon dont ce président réagit à certaines choses, je ne pense pas qu'on lui dise la vérité. Après, si on lui disait la vérité, est-ce qu'il la reconnaîtrait pour autant, ou ferait ce qu'il faut ? Probablement pas. Mais à sa façon de communiquer, il est clair pour moi qu'il ne sait même pas ce qu'il en est réellement. Et ça, c'est un manquement de la part de ces responsables militaires comme

Brad Cooper, comme Dan Caine, vous voyez, ou Pete Hegseth. Je sais que c'est presque inutile de dire que Pete Hegseth pourrait mentir. Oh, mon Dieu. Mais oui, Pete Hegseth est un menteur.

#Danny

Ray, un dernier mot. Attendez une seconde.

#Ray McGovern

Eh bien, Dieu leur a dit de mentir, vous savez ? Enfin, Hegseth… il faut voir dans quel état d'esprit il est. Bon, ce n'est pas vraiment drôle, n'est-ce pas ? On avait des espoirs pour Caine, vu l'expérience que vous aviez eue avec lui, Tony. Enfin, vous aviez fait le travail préparatoire. Vous étiez l'officier chargé des opérations, c'est bien ça ? Et vous avez encouragé Caine, alors général à une étoile, à poser sa question. Il était là, en Syrie, c'est bien ça ? « Monsieur le Président, avez-vous pensé à ça ? » Et vous lui avez fait changer d'avis. Et l'idée qu'il n'y ait plus aujourd'hui personne avec votre intégrité et votre cran pour dire les choses au président, c'est une indignité dans notre système qui n' existait pas autrefois… en tout cas, quand j'étais dans l'armée. Maintenant, permettez-moi juste de dire ceci.

À mon avis, c'est encore une indignité que le général Caine ne démissionne pas. Vous dites qu'il a été mis à l'écart. Il sait très bien ce qu'il en est. Il sait quel désastre serait cette guerre, pas seulement sur le plan militaire, mais à l'échelle mondiale. Une dépression ? Pire que celle des années mille neuf cent trente ? Il est assez intelligent pour le savoir. Il n'a donc pas un lieutenant-colonel Tony Aguilar pour le lui dire ? Je suppose que non, peut-être. Mais vous devriez démissionner, Dan Caine. Et vous, général Sylvia, général trois étoiles, chef des opérations de l'état-major interarmées, vous avez déjà démissionné, mais vous devriez prendre la parole, bon sang. C'est quoi, cette loi de l' omertà que vous, les généraux, respectez une fois que vous avez quatre ou trois étoiles ? Enfin, ce n' est quand même pas possible que vous rêviez tous de décrocher un poste dans l'industrie de la défense.

Il doit bien y avoir quelques personnes intègres comme vous, comme Tony, ou comme Dan, à l' époque, en Syrie. Prenez la parole, bon sang ! Vous nous devez de parler, maintenant. Sylvia, encore une fois, Sylvia, vous avez été renvoyée pour un motif précis. Dites au peuple américain quel était ce motif, au lieu de siroter des martinis au cercle des officiers, gratuitement… ou presque. Alors, si le président écoute ces flagorneurs, sans parler de mon vieil ami le général Payne, vous voyez, la situation est vraiment très mauvaise. Qu'est-ce que ça veut dire pour nous ? Ça veut dire que c'est vraiment à nous d'agir. C'est bel et bien à nous d'agir. Nous devons trouver le moyen de participer à des émissions comme celle-ci. Danny, merci. Et simplement parler au peuple américain, parce que maintenant, les gens sont prêts à écouter. Ça, on l'a appris hier, d'accord ? Je vais donc citer à nouveau ma théologienne préférée, Annie Dillard, qui est morte il y a deux mois : « C'est vraiment à nous d'agir. Vous savez, il n'y a jamais eu personne d'autre que nous. » Continuons comme ça. D'accord.

#Danny

Très bien dit, Ray. C'est vraiment l'un des aspects les plus encourageants. Il y a clairement davantage de possibilités de faire passer le message, davantage de gens prêts à écouter. Tout le monde, cliquez sur « J'aime » avant de partir. Ça aide l'algorithme à mettre l'émission en avant. Demain, le cinq novembre, je recevrai Patrick Henningsen et le colonel Lawrence Wilkerson à treize heures, heure de l'Est. Alors, ne manquez pas ce rendez-vous. Cliquez sur « J'aime » avant de partir. Retrouvez tous les liens pour soutenir l'émission dans la description de la vidéo ci-dessous. Merci à toutes celles et ceux qui nous ont regardés, et aux modérateurs. Merci pour le Super Sticker. Ça me fait plaisir. Merci, messieurs. On va se quitter ensemble. Merci à vous tous pour le temps que vous nous avez consacré. Et d'ici la prochaine fois, à demain, tout le monde. Au revoir. Merci, Danny.